

*Les crédits*

pourrait-il nous dire pourquoi le NPD prétend défendre une certaine position concernant la taxe sur les produits et services? Pourquoi demande-t-il aux Canadiens de financer les travaux d'une commission royale qui serait chargée de trouver une solution de rechange à la proposition gouvernementale?

**M. Gardiner:** Monsieur le Président, je suis heureux de répondre à cette question, car elle est importante. J'espère que ma réponse va donner une bonne idée de la façon sérieuse avec laquelle nous avons étudié l'orientation que nous voulons donner à la politique fiscale du Canada.

D'abord, c'est vrai que nous avons fait allusion aux candidats à la direction du Parti libéral et à leurs propos équivoques au sujet de la TPS et d'autres politiques fiscales. Ils font de la petite politique et quelques-uns des candidats favoris ne veulent pas se prononcer d'une façon ou d'une autre parce que leurs positions seraient immédiatement connues. Les députés savent à quoi tout cela rime. Il s'agit de savoir jusqu'à quel point ils sont sincères et quelle position les meneurs vont prendre, surtout que nos amis du Parti libéral n'arrêtent pas de présenter des pétitions pour demander aux conservateurs de rejeter la TPS sans plus tarder.

Voici que le Sénat est saisi du projet de loi sur la TPS. Il a franchi l'étape de la deuxième lecture et le comité va l'examiner. Pourquoi n'encouragent-ils pas le Sénat à bloquer immédiatement le projet de loi sur la TPS? Les gens posent de sérieuses questions au sujet des candidats à la direction du Parti libéral et de leur stratégie sur la taxe sur les produits et services.

Le député a posé une bonne question à propos d'une commission royale d'enquête sur la politique fiscale. Nous préconisons un ensemble de 18 à 20 propositions importantes et de mesures fiscales concernant la taxe sur les produits et services. Une de ces mesures serait la création d'une commission royale sur la fiscalité. À mon sens, il faut réexaminer périodiquement la Loi de l'impôt sur le revenu en plus d'étudier les mesures fiscales que nous proposons, un peu comme nous sommes supposés faire dans le cas de la Loi sur les banques. Nous sommes à la croisée des chemins en ce qui a trait à la politique fiscale canadienne et le temps est venu de l'examiner avec soin. Nous avons suggéré de confier cette tâche à une commission royale. Ce serait une démarche appropriée et responsable qui engloberait les autres politiques fiscales que nous recommandons pour remplacer la taxe sur les produits et services.

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, j'étais assis ici à m'occuper de mes affaires. . .

**Une voix:** Je ne le crois pas.

**Une voix:** Il s'occupait des affaires du pays.

**M. Rodriguez:** Je m'occupais de mes affaires. Mon collègue, le député de Broadview—Greenwood, m'a donné mauvaise conscience. J'ai beaucoup de respect pour lui. C'est un député très sérieux. Il peut tout résumer en une seule page. Je respecte tout député qui peut réunir toutes ses pensées sur une page.

Il a laissé entendre que, vu les graves questions auxquelles le pays est confronté, les Canadiens doivent se demander pourquoi nous sommes ici à parler du Sénat, et doivent penser que nous sommes fous. Il a absolument raison.

Je tiens à lui dire ainsi qu'à tous les Canadiens que les gens d'un peu partout au pays qui ne sont pas riches sont absolument consternés d'apprendre qu'un groupe de personnes non élues peuvent siéger à l'autre endroit et se voter 153 \$ par jour, simplement pour faire acte de présence, tout en continuant de toucher leur salaire de 62 000 \$ par année et leur allocation non imposable de 10 000 \$. Les sénateurs reçoivent désormais 153 \$ par jour, exempts d'impôt, pour faire acte de présence. C'est absolument scandaleux. Savez-vous qu'il y a dans notre pays des gens pauvres qui vivent pendant une semaine avec 153 \$?

Bien sûr, les sénateurs ont besoin d'un encouragement pour se présenter au travail. Dieu sait qu'ils ont du mal à se libérer pour être présents au Sénat. Un encouragement de 153 \$ par jour. Les gens comprennent-ils le budget que nous votons aujourd'hui? Que mon collègue de Broadview—Greenwood jette un coup d'oeil sur ce que je vois dans les dépenses: 1 525 000 \$ pour la construction de salles de comité au Sénat.

Cela, à une époque où nous demandons aux Canadiens de se serrer la ceinture. Nous leur demandons de faire des sacrifices. Nous leur demandons de payer des taxes, des taxes et encore des taxes. Lorsque ce n'est pas le gouvernement fédéral qui puise dans leurs bourses, ce sont les gouvernements provinciaux, les conseils scolaires, les municipalités ou les régies de l'électricité. Tout le monde se sert dans leurs poches.

Est-ce que les Canadiens s'en fichent? J'ai déjà reçu des appels téléphoniques, à mon bureau de circonscription, de gens qui ont entendu dire que les sénateurs se sont voté une indemnité de 153 \$ par jour. À qui les sénateurs doivent-ils rendre des comptes?